

TOULOUSE UNIVERSITE

Rédaction et Publicité
15, rue des LOIS, 15
Directeur-Gérant
Gilles Harvent
CCP. 253.99 AGET
Tél. 22.74.26: & 27.
P R I X : 0,30F
octobre 1971 1

POUR DEFENDRE TES DROITS

UN SEUL MOYEN : **LE SYNDICAT**

EDITORIAL **ADHERES A L'UNEF**

COMITÉS
UNEF

En cette rentrée, la situation sociale des étudiants s'est considérablement dégradée.

En premier lieu, ils sont victimes au même titre que l'ensemble de la population de la politique de vie chère du gouvernement (hausse des tarifs publics, des transports). Alors que les prix augmentent au rythme moyen de 6 pr 100 par an les ressources des étudiants sont loin d'être majorées dans les mêmes proportions bien pire le système des bourses devient de plus en plus archaïque, laissant à l'étudiant et à sa famille la charge de subvenir à ses besoins.

Cette année, beaucoup d'étudiants se sont vus diminuer les bourses faute de crédit, les critères d'attribution étant fort sélectifs.

La situation pour l'hébergement des étudiants n'est guère plus brillante 25% des étudiants l'an dernier en cité universitaire sont contraints à chercher une chambre en ville. L'ouverture de la cité du Mirail aurait juste suffi à maintenir la situation de l'an dernier.

En prise à des difficultés croissantes les étudiants ne sont pas pour autant assurés d'un ave-

-nir à la mesure de leurs espérances. Le gouvernement institue la sélection en médecine. Les débouchés des étudiants en lettre, en Sciences et Droit sont limités alors même que le pays a besoin de cadres, de chercheurs, d'enseignants et de médecins.

Une telle situation ne peut se redresser sans la lutte massive des étudiants pour arracher les crédits nécessaires à l'aide sociale aux étudiants, au bon fonctionnement des établissements supérieurs; pour obtenir un changement de politique, les étudiants disposent désormais d'une Arme pour les défendre: leur syndicat c'est à dire l'UNEF.

Soutenir et participer aux initiatives de l'UNEF c'est prendre part à la lutte pour de meilleures conditions d'études et pour un avenir certain.

Adhérer à l'UNEF c'est renforcer l'efficacité du combat mené par le syndicat.

Ouverte à tous les étudiants sans a priori politique ou confessionnel, l'UNEF est à même de regrouper la masse des étudiants pour la satisfaction de leurs **REVENDEICATIONS**

J. M. Denjean-Navailles

J.-M. LAYRISSE

OPTICIEN

Lentilles cornéennes

**FOURNITURES POUR ETUDES
DE SCIENCES NATURELLES**

20, RUE DES LOIS

Tél. : 22.56.25

FOURNITURES POUR ETUDIANTS

Papeterie-Feuilles-Classeurs, etc...

Buro

15, rue Albert Lautman
31-TOULOUSE, tel: 22-12-60

POLYCOPIE tarifs dégressifs par quantité

BOURSE**ALLOCATION****OU****D' ETUDES ?**

Aujourd'hui 50% des étudiants doivent travailler pour payer leurs études : dès lors un grand nombre d'entre eux ne terminent pas leurs études. En outre les taux des bourses n'augmentent pas (depuis 1968 augmentation de 3,7% alors que le coût de la vie a cru de plus de 20%). Le patronat (et le gouvernement) ne voyent pas d'un mauvais œil cette sous-qualification. Un étudiant qui arrive sur le marché du travail sans diplôme est souvent employé aux mêmes travaux que l'étudiant diplômé, bien sûr à salaire moindre et sans garantie d'emploi (cf les maîtres auxiliaires dans l'éducation nationale).



Or, nous savons fort bien, comme l'a dit en 1969 Pompidou « que l'état doit freiner les dépenses de fonctionnement et particulièrement celles concernant la santé et l'éducation. Pourtant, comment les étudiants pourraient-ils acquiescir une formation réelle et nécessaire que seul l'université peut leur accorder, si le pouvoir refuse de leur en donner les moyens, si les 3/4 d'entre eux ont besoin d'une aide sociale. Déjà certaines banques accordent des prêts à certains étudiants, dans un but lucratif.

Les bourses sont en fait un système d'aumône. En effet, elles ne sont perçues que par un étudiant sur six. Elles constituent cependant une aide précieuse quoique imparfaite. C'est pour quoi il nous faut continuer à lutter pour leur augmentation, pour le quatrième terme. Néanmoins la solution définitive serait une ALLOCATION d'ETUDES. Celle-ci, qui n'est ni un salaire ni une bourse permettrait de résoudre définitivement le problème des ressources de l'étudiant. Calculée sur les véritables besoins de celui-ci elle est une nécessité à la fois pour l'étudiant et pour un développement de l'enseignement supérieur conforme aux besoins du pays. Son financement n'alourdirait nullement le budget en regard des milliards gaspillés par ailleurs...

L'allocation d'études est donc une revendication qui peut et doit être satisfaite. Edgar Faure avait dû en reconnaître le caractère bien fondé en 1968; le recteur en recevant la délégation de l'UNEF et de la FRUF le premier Octobre, a également convenu de la justesse de cette revendication.

Cependant, il est certain que le gouvernement va tenter de récupérer l'allocation d'étude en lui donnant un caractère sélectif, en ne l'accordant qu'aux étudiants choisissant les enseignements rentables pour le patronat.

C'est pourquoi l'UNEF appelle tous les étudiants à lutter :

- pour une allocation d'études.
- contre l'ingérence du PRIVE dans le secteur social de l'Université.

ETUDIANTS**COOP - AGET****MAGASIN COOPERATIF ETUDIANT**
32 bis, Rue des Lois (Face à l'A.G.E.T.)

**20 à 30 %
moins cher**

DES PRIX ...

BLOUSES MÉDECINE: 26'80!

COLLANTS "DIM": 3 paires 9'!

SOLDES: 1 paire de SKIS en bois: 99'!!

1 paire chaussures skis: 49'!!

EN BAISSE PAR RAPPORT A OCTOBRE 1970:

Feuilles perforées: 1'40!

Ramette 500 feuilles: 6'90!

Classeurs de 3'40 à 4'90!

« I. T. F. P. »

C'était le nom du projet Guichard sur la formation des maîtres. Ces instituts techniques de formation pédagogique devaient écartier - par le jeu d'un concours en fin de 2ème année - 8 étudiants sur 10 des carrières de l'enseignement.

LA REPONSE DES ETUDIANTS
ET DES ENSEIGNANTS :

Elle fut immédiate. Ils n'acceptaient pas que soit réglé d'une façon aussi simpliste le problème de la formation des maîtres. Il était manifeste que ce projet touchait en tout premier lieu les étudiants défavorisés: c'était l'institutionnalisation de la sélection sociale.

AVEC LES ETUDIANTS:

L'UNEF engagea la lutte. Les élus de l'UNEF dans les conseils obtenus par de puissantes actions de masse, parvinrent à dresser la quasi totalité des conseils contre le projet Guichard. Le 24 Mars, ce fut la journée nationale d'action contre le projet.

À TOULOUSE:

Les étudiants en lettre se mirent en grève pour 24 heures et participèrent à un important meeting inter syndical dans la cours de la B.U. **POUR LA PREMIERE FOIS**

Guichard a été contraint de reculer sur un point important. Les « I P E S » ont été rétablies pour l'année 70-71, le projet « I T F P » repoussé.

Cette année Guichard n'ose plus parler d'I T F P il va proposer au conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche un autre projet. Quelle que soit l'appellation elle sera toujours « contrôlée », le contenu ne changera pas.

Un tel projet ne passera pas plus cette année qu'il n'est passé l'an dernier.

AVEC LES ETUDIANTS, l'UNEF engagera la bataille dès à présent -

PHOTOCOPIE

TRAVAUX DACTYLOGRAPHIES

Bureau Annie

2, rue des Salignes - 31 TOULOUSE - Téléphone : 22.05.53
(face faculté de Lettres)

Le GOUVERNEMENT

responsables du malaise
de l'Université

**NOUS
N'ACCEPTONS
PAS !**

Agissons lors du vote du budget
de l'Éducation Nationale !

ÉTUDIANT

ADHERES A

L'UNEF

LA DÉPÊCHE
du Midi

**Le Quotidien
de Midi-Pyrénées**



u g e

GRANDES ECOLES :

ILLUSIONS PERDUES

Il fut un temps où les Grandes Ecoles étaient considérées comme les cages de verre dans le système de l'enseignement en France. seule une petite élite triée sur le volet sur de simples considérations sociales avait le droit et l'honneur insignes de rentrer dans les grandes écoles.

Depuis quelques années on assiste à un phénomène nouveau qui se manifeste aussi à l'Université: l'évolution de la société moderne

le progrès des sciences et techniques entraînent un besoin de plus en plus massif d'ingénieurs, cadres et techniciens capables de mettre en œuvre ces nouveaux moyens. C'est pour cela que la base sociale de recrutement des grandes écoles tend à s'élargir et que les étudiants en grandes écoles ont, dans leur grande masse, des intérêts moraux et matériels à défendre comme leurs camarades des facultés.

La rentrée 71-72 en est un bel exemple; les conditions de vie communes à tous les étudiants vont se dégrader:

- augmentation du ticket de R. U. de 0,10

- manque criant de chambres en Cités U et spéculation sans frein dans les logements en ville

- augmentation des frais de la M. N. E. F. due à l'action conjuguée du pouvoir voulant liquider la Mutuelle et de trublions gauchistes s'en servant dans le but de financer leurs campagnes politiques (voir page 6 l'article en 1. colonne)

- augmentation générale du coût de la vie, en particulier des transports, de l'aliment-

- ation, de la papeterie

- Face à ces atteintes graves au pouvoir d'achat, le revenu des étudiants ne croît pas. Au contraire! Le taux et le nombre des bourses baisse et le pouvoir d'achat toujours de reconla vétusté du système des bourses et la nécessité d'une allocation d'étude.

Mais les étudiants en Grandes Ecoles ont aussi à faire face à une situation spécifique, variant d'ailleurs suivant les écoles. En effet, les conditions du travail et surtout le niveau de l'enseignement est loin de répondre aux idées que l'élève de première année en avait en rentrant dans son école. Dans certaines écoles et en particulier les INSA, il y sévit une sélection féroce touchant particulièrement les premières années

Il s'en suit un malaise général dans les écoles, plus ou moins bien perçu selon les cas et pouvant se traduire par un mécontentement. Les étudiants de certaines grandes écoles ont manifesté l'an dernier leur désapprobation à la situation qui leur était faite. Certains ont été jusqu'à la grève et cela s'est traduit - comme à Chimie - Paris -, par des exclusions brutales où la justice et l'équité n'étaient pas toujours respectées.

Face à l'aggravation de nos conditions de vie à la dégradation de la qualité de l'enseignement il nous faut réagir et lutter organisés.

Exigeons des conditions de vie décentes, la reconnaissance du statut de travailleur intellectuel.

Exigeons l'amélioration du niveau de l'enseignement, des équivalences avec les diplômes universitaires.

Seule une organisation représentative au niveau national peut mener la lutte pour réaliser ces objectifs.

Soutenez l'action de l'Union des Grandes Ecoles,

Adhérez à l'UGE, syndicat au service des étudiants en Grandes Ecoles pour la défense de leurs intérêts.

Grenier de toulouse

Etudiants

3 RUE DE LA DIGUE

5F ADHESION PAR AN

5F LA PLACE A TCUS LES
SPECTACLES



octobre
Du Mardi 12
au Dimanche 17
Location ouverte

au **PALAIS
des SPORTS**

**LE GRAND
MAGIC-CIRCUS**

octobre
Du Mercredi 20
au Dimanche 24

au **PALAIS
des SPORTS**

BLEUS, BLANCS, ROUGES

Roger - Planchon

novembre

au **GRENIER
de toulouse**
3, RUE DE LA DIGUE

**L'EXCEPTION ET LA
REGLE** de **BERTOLT BRECHT**

M.N.E.F.

HALTE AUX LIQUIDATEURS

- 10% d'augmentation pour la cotisation MNEF -
- Les frais dentaires ne sont plus remboursés à Toulouse. Où est l'argent nécessaire au bon fonctionnement de la Mutuelle?

Le gouvernement doit 200 millions à la MNEF. Tout est fait pour couler la MNEF et livrer les étudiants aux appétits des mutuelles privées.

Et les « étudiants » qui gèrent la MNEF?

Ils se maintiennent à la direction en truquant systématiquement toutes les élections. Ils gèrent la MNEF en acceptant technocratiquement les solutions du pouvoir au lieu d'engager la lutte contre l'augmentation et pour le paiement de la dette gouvernementale. Beaux gestionnaires que ces gens du Psu et autres irresponsables ! Il est vrai qu'ils « militent » maintenant dans des « comités de lutte ».

Dès cette année, les étudiants reprendront en main LEUR MUTUELLE.

Contre le pouvoir et ses complices, pour préserver la MNEF et lui donner des gestionnaires honnêtes les étudiants la rendront à l'UNEF, à leur syndicat.



AU BON PASTEUR

60, rue Pargaminières Restaurant. Prix « étudiants »

DÉBUT DÉCEMBRE

A L'AUDITORIUM DE RANGUEIL

FESTIVAL

DU CINEMA

AGET . UNEF



Masson et Cie, Éditeurs

présentent

médecine

pour les étudiants, les enseignants, les médecins, les chercheurs



sciences

des livres d'enseignement supérieur, de pratique médicale, de recherche médicale et scientifique, de sciences pures et appliquées



lettres,

sciences humaines,

droit,

sciences économiques

des livres de lettres, sciences humaines, droit, sciences économiques



cahiers intégrés de médecine

70 périodiques médicaux et scientifiques

Catalogues sur demande



Masson et Cie, Éditeurs

120 boulevard Saint-Germain - PARIS 6^e

Allons-y
Enfants...!



Il y a deux ans, toute personne désirant continuer ses études avait le droit de bénéficier d'un sursis jusqu'à l'âge limite de 27 ans. Il n'en est rien depuis juin 70. Vous tous qui êtes de la classe 73 ou des suivantes il vous faudra accomplir votre service militaire avant l'âge de 21 ans. Vous préparerez votre licence à la caserne... entre deux parcours du combattant! Et, net avantage, vous gagnerez de l'argent pour continuer vos études... grâce à votre solde (50 centimes par jour!).

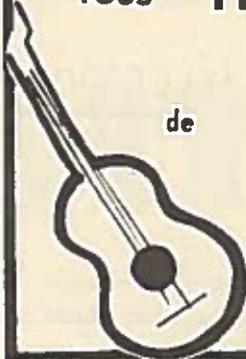
Quels sont les prétextes invoqués par Debré pour justifier la réforme? A côté du volet de la réforme que nous venons d'évoquer, il en est un autre de bien plus légitime qui allait: il faut le reconnaître dans le sens des intérêts des jeunes travailleurs.

Debré, partant de la constatation, hélas exacte, que le patronnat répugnait à embaucher des jeunes n'ayant pas encore accompli leur service militaire (les jeunes travailleurs sont obligés de quitter l'entreprise avant que leur période de formation ne soit amortie) propose que les jeunes puissent faire leur service à partir de 18 ans. A cela, on ajoutait une prime à l'engagement 18 ans. A cela, on ajoute une prime à l'engagement qui la réponse du pouvoir à

qui est la réponse du pouvoir à la revendication du droit de vote à 18 ans: droit de vote à tous ceux qui ont fait leur service, même s'ils n'ont pas encore 21 ans.

... que de largesse! Et l'on profite de l'occasion pour supprimer le sursis et remettre à 18 mois le service pour ceux qui partiront à 21 ans... De plus, pour faire accepter la réforme à la population, on opère une manœuvre de division:

TOUS INSTRUMENTS
de MUSIQUE
CHEZ RENE FEUILLET
24, Rue du Taur



autrement dit les étudiants ne doivent pas être des privilégiés par rapport aux autres jeunes.

Avec une telle démagogie on met les uns dans sa poche pour mieux attaquer les autres.

Or, il y a déjà peu de jeunes issus des couches défavorisées à l'université. Dorénavant ils vont être obligés d'interrompre leurs études en seconde années pour aller faire leur service. Il sera impossible pour la plupart d'entre eux de reprendre leurs études faute de moyens. En fait, leur choix est prévisible: ils s'orienteront vers les cycles courts de deux années, type IUT. L'enseignement étroitement spécialisé ne leur fournira qu'une formation qui sera rapidement dévaluée en fonction du progrès technique. Ils seront voués au chômage et à la déqualification.

Ainsi, le pouvoir porte de nouveaux coups aux intérêts des étudiants en établissant un nouveau barrage à l'accession des étudiants les plus défavorisés à l'université, en renforçant la sélection sociale. +

C'est aux étudiants, maintenant, de se donner les moyens pour faire reculer le pouvoir en luttant avec leur syndicat l'UNEF.

Je désire entrer dans mon Comité **unef** pour participer à la défense des intérêts des étudiants, pour assurer la rénovation d'une grande U.N.E.F., capable d'imposer au pouvoir la satisfaction de nos revendications.

NOM,

Prénoms

Faculté

Année

(A renvoyer à l'A.G.E.T., 15, rue des Lois.)

CHANGEMENT dans la CONTINUITÉ...

ou

SYSTEMATISATION de la SÉLECTION

Cette fois c'est officiel!...

«Seront seuls à habilités à poursuivre leurs études au-delà de la première année, les étudiants qui se situeront dans le quantum fixé par le conseil de la faculté; comme admissibles en 2ème année d'étude.»

Autrement dit, l'examen terminal de l'année (ou cpem 1) est transformée en un concours d'entrée aux études médicales.

On mesure là l'importance d'une telle décision prise - après bien des hésitations quant aux différentes mesures sélectives - par le ministre Guichar, et rendue applicable, après sa déclaration officielle des dernières vacances, dès la rentrée 1971 aux UER médicales de TOULOUSE.

Une attaque de cette dimension - fort significative au demeurant - n'est pas exempte de graves conséquences; car ainsi que nous l'avons déjà signalé dès 1969, elle s'inscrit dans le vaste plan gouvernemental, qui vise en réalité, en restructurant l'Université à leur façon, à réduire l'accès aux études supérieures

pour la plus grande partie des inscrits et à ne permettre qu'à une minorité d'étudiants de devenir des «super-médecins» - d'origine sociale élevée - et qui entreront dans le cadre étroit et anti-social de la réforme hospitalière.

En fait, il s'agit pour ce gouvernement de se donner un outil sûr, qui rationalise en permanence le nombre d'étudiants en médecine et donc le nombre de médecins formés.

Les prétextes invoqués (adaptation des effectifs aux possibilités d'accueil hospitalier actuelles et d'encadrement) ne saurait masquer la ferme volonté de mettre l'université en coupe réglée, d'écarter de la carrière médicale le plus grand nombre d'étudiants, à qui il sera offert un reclassement subalterne comme super-infirmier ou dans les branches paramédicales, grâce DUEBG qu'ils auront acquis. Il s'agit donc de permettre:

- la limitation planifiée, très en dessous des besoins officiels chiffrés de la population, du nombre de médecins formés actuellement

MÉDECINE

- la stagnation dans la modernisation et la construction d'hôpitaux publics.

- au secteur

- au secteur privé de faire main basse sur le secteur médical national

En un mot de ne pas dépenser un centime de plus tout en faisant aboutir ses visées.

Cette décision est lourde de conséquences

Car, ainsi que nous l'avons dit et répété sans relâche, la France a besoin d'un nombre élevé de médecins qualifiés. Il faut qu'elle s'en donne les moyens. Non! On ne joue pas à la rentabilisation de l'Université comme une entreprise: il y va de l'intérêt de tous, de la population comme de nous étudiants. On n'a pas le droit de jouer avec la santé de nos compatriotes et encore moins avec leur vie. Et ce n'est pas avec des mesures aussi rétrogrades que l'on peut envisager l'avenir médical avec sérénité.

En réduisant arbitrairement les effectifs, on réduit le nombre de médecins formés chaque année, et par conséquent on lèse l'intérêt médical de la population en diminuant le niveau médical du pays, facteur primordial dans l'établissement de son niveau de vie.

Ce dont l'université a besoin, ce n'est de normes malthusiennes et rétrogrades; ce dont elle manque, c'est de véritables moyens en tous genres (nouveaux locaux, nouveaux postes d'enseignement ect...) qui ferait d'elle l'image vivante de la nation et non un vase clos pour «super-médecins» et ce au frais des contribuables.

C'est pourquoi nous disons NON au numérisation des closus comme nous avons dit NON

- à la sélection arbitraire
- à la pénurie dans l'enseignement
- à la faiblesse des moyens dont dispose le secteur public de la santé

et nous nous engageons à dénoncer et à combattre de telles pratiques:

- devant l'opinion publique
- devant les étudiants
- dans les conseils d'université

Nous contribuons sans réserve à faire échec à cette attaque comme à toutes les autres qui viseraient les intérêts liés des étudiants, du corps médical et de la population.